

Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, même combat !

Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a envoyé le 23 janvier une circulaire à tous les préfets pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Prenant la place d'une circulaire de 2012 de Manuel Valls, elle va encore renforcer la chasse aux migrants et s'inscrit dans la continuité des politiques xénophobes menées par tous les gouvernements, dans le sillage de l'extrême droite. Retailleau se rêve sans doute en Trump à la française, ce dernier ayant, de l'autre côté de l'Atlantique, claironné son intention d'expulser des « millions » de migrants.

Exploiter ça rapporte, exploiter des « sans-papiers », beaucoup plus encore !

La circulaire Retailleau prévoit de rendre encore plus difficile l'obtention d'un titre de séjour pour tous les travailleurs migrants : le temps de résidence minimum en France passe ainsi de cinq à sept ans. Surtout, obtenir un titre de séjour après être arrivé ou être repéré en situation irrégulière va devenir quasi impossible. Dans les métiers dits « en tension », les patrons vont pouvoir trier à leur gré qui aura des papiers, mais aussi qui les perdra dès que « la tension » sera jugée moins forte.

Les attaques contre les migrants, prélude des attaques contre tous les travailleurs

Si Trump et Retailleau affichent des politiques similaires, ce n'est pas pour réellement expulser les immigrés « par millions ». Les économies des pays riches ne tourneraient pas sans main-d'œuvre immigrée, les grands patrons le savent très bien, les politiciens à leur service aussi. Des secteurs entiers reposent sur ces travailleurs, du bâtiment à la restauration, en passant par le nettoyage et l'aide à la personne. En revanche, les expulsions arbitraires et médiatisées visent à créer un climat de terreur parmi les travailleurs immigrés et leur famille : mercredi dernier, la police a fait irruption dans un collège de la banlieue de Metz pour arracher une collégienne à ses cours et l'expulser avec ses parents en Belgique sans qu'elle puisse seulement repasser chez elle !

Au-delà de s'aligner sur les discours de l'extrême droite, cette politique vise à diviser la classe ouvrière. Ceux que Trump, Retailleau et tous les autres attaquent aujourd'hui sont les travailleurs les plus

précaires. Demain, ils s'en prendront à une autre catégorie de travailleurs, après-demain à une autre encore. Trump a déjà commencé en montrant du doigt les fonctionnaires américains et en attaquant leurs conditions de travail. S'en prendre aux travailleurs migrants aujourd'hui, c'est s'en prendre à tous les travailleurs. Ce n'est pas l'immigration qui fait baisser les salaires ni n'augmente le chômage : qu'on sache, ce sont les patrons qui fixent les salaires et licencient !

Régularisation de tous les sans-papiers !

Libre circulation de tous les travailleurs !

Celles et ceux qui quittent leur pays n'abandonnent pas leur famille et ce qui était leur vie de gaîté de cœur, mais pour fuir des guerres – qui se mènent souvent à l'instigation des pays riches avides de matières premières –, pour fuir les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, pour fuir la misère toujours. Ce n'est pas une circulaire qui les fera rester dans l'enfer qu'ils et elles veulent quitter.

Contre le gouvernement international des milliardaires, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le parterre de milliardaires et de dirigeants de grandes entreprises venus se montrer lors de l'investiture de Trump est une preuve, s'il en fallait une, que l'union de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas de frontière. D'Elon Musk à Bernard Arnault, première fortune française, tous sont venus s'incliner devant leur nouveau parrain... C'est cette bande de mafieux d'ultra-riches, pas gênés de voir l'un d'entre eux faire le salut fasciste, qui sont les seuls parasites sur cette terre.

Ratio soignants-soignés : poudre aux yeux

Le PS et ses alliés ont présenté la loi ratio soignants-soignés comme une grande avancée dans le domaine de la santé. Cette loi a été proposée par un député socialiste. Quel sera ce ratio, personne ne le sait. En ce qui concerne le budget de la santé, Bayrou a annoncé une augmentation de 2,8 % alors que pour préserver ce qui existe, il en faudrait déjà une de 5 %. Quant aux socialistes, ils ont longtemps été au conseil d'administration de Novillars et ont voté toutes les restrictions budgétaires, même quand le gouvernement était de droite.

Toujours le même discours

La cérémonie des vœux a donc eu lieu vendredi dernier. Le nouveau directeur, comme les anciens, a pleurniché sur le fait qu'il manquait du personnel, que les listes d'attente dans les CMP sont beaucoup trop longues alors que les besoins explosent... Un discours que l'on entend maintenant depuis des lustres, qui est vrai pour tous les établissements de santé, mais qui n'a jamais changé la politique des gouvernements de droite comme de gauche. Dans son nouveau budget, le gouvernement promet de 140 à 230 milliards de cadeaux aux entreprises. Seule notre colère peut faire changer la donne.

Une oppression en fonction des catégories

Si les cadres et la direction prennent parfois des pincettes avec les infirmiers, ce n'est pas le cas avec les ASH. Travail en coupé, retour sur les journées de repos sans aucune contrepartie. Des cadres se sentent tout permis avec nos collègues. À nous de montrer notre solidarité.

80^e anniversaire de la libération d'Auschwitz : les génocidaires sont toujours là

C'est dans ce camp que périrent 1,1 million de personnes exterminées pas les nazis, dont un million de Juifs. La commémoration va être l'occasion de généreuses déclarations sur l'horreur de la guerre et le respect des droits humains. C'est un peu vite oublier que la Seconde Guerre mondiale (60 millions de morts dont 6 millions de Juifs) fut provoquée par le conflit entre puissances impérialistes qui, une fois le conflit mondial terminé, se lancèrent dans des guerres coloniales qui firent des dizaines de millions de victimes supplémentaires. Les génocides n'ont depuis jamais cessé sur la planète, dont le dernier en date à Gaza. Pour les faire disparaître, c'est du capitalisme qu'il faudra se débarrasser.

Zuckerberg et Bezos baisent la main de leur parrain Trump

Zuckerberg, patron de Meta (Facebook, Instagram) a récemment annoncé la suppression des *fact-checkers* de ses réseaux, accusés d'être « trop politisés » (comprendre : trop défavorables à Trump). Quant à l'entreprise Amazon, elle vient de supprimer les protections pour les employés noirs et LGBTQ+ dans ses politiques d'entreprise. Est-ce que bientôt, on les verra aussi faire le salut nazi, comme Elon Musk ?

Retailleau fait la chasse aux sans-papiers

Le ministre de l'Intérieur vient de durcir un peu plus la circulaire Valls de 2012 envoyée aux préfets pour encadrer la régularisation des sans-papiers. Le texte de Retailleau restreint encore les conditions de régularisation (maîtrise de la langue, durée du séjour, etc.) en ordonnant, en outre, que ces régularisations se fassent « au compte-gouttes ».

En 2023, 34 724 personnes seulement avaient pu obtenir des papiers selon le ministère de l'Intérieur : bien loin d'une prétendue « invasion ».

Martinique : à bas la condamnation de Rodrigue Petitot

Le leader du Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens, qui mène depuis des mois une lutte contre la vie chère dans l'île – 40 % de plus qu'en métropole – a été condamné à un an de prison avec sursis pour « menaces et actes d'intimidation » contre le préfet local. Des faits qu'il a toujours niés.

Il s'était déjà vu infliger dix mois de prison aménageable pour intimidation contre des maires. Pendant l'audience, des manifestants étaient présents pour montrer que les condamnations et la répression n'empêcheront pas le mouvement de se poursuivre.

Iran : deux jeunes femmes arrêtées après avoir dansé dans un cimetière

Peu importe qu'on trouve ce geste de plus ou moins bon goût, la police les a arrêtées car elles portaient « des vêtements inappropriés et se livraient à des mouvements contraires aux coutumes et à la charia ». En Iran, les femmes doivent dissimuler leurs cheveux en public, où elles n'ont pas non plus le droit de chanter ou de danser. Mais depuis la mort en 2022 de Mahsa Amini et les manifestations de masse qui ont suivi, beaucoup de femmes apparaissent sans voile, et utilisent tous les moyens possibles pour défier le régime et affirmer leur droit de vivre libre.

